

La note de Conjoncture de la CAPEB

LA LETTRE
D'INFORMATION
HEBDOMADAIRE
DU RÉSEAU

Conjoncture du

1^{er} trimestre 2017

Avril 2017



EN SYNTHÈSE

L'ACTIVITÉ DE L'ARTISANAT DU BÂTIMENT POURSUIT SA HAUSSE AU 1^{ER} TRIMESTRE 2017 : + 1,5 %

Le premier trimestre 2017 s'inscrit dans la continuité de la reprise engagée depuis le début de l'année 2016, avec + 1,5 % de croissance en volume. La hausse de l'activité observée depuis 2016 commence à avoir des effets sur l'emploi qui augmente de + 0,1 % dans l'artisanat du bâtiment au 4^e trimestre 2016.

Mémo du trimestre

Activité globale ↗+1,5%

Neuf ↗+2,5%

Entretien-Rénovation ↗+1%

Prévisions 2017

Activité globale ↗[+1,5% ; + 2%]

Neuf ↗[+3% ; +3,5%]

Entretien-Rénovation ↗[+0,5% ; + 1%]

L'amélioration de l'activité constatée au 1^{er} trimestre 2017 est notamment portée par la construction neuve qui progresse de + 2,5 % en volume (par rapport au même trimestre l'année précédente). Un dynamisme qui devrait se poursuivre dans les prochains mois. En effet, les mises en chantier de logements progressent de + 13 % (en cumul sur un an) à fin février 2017 et représentent 387 000 logements commencés. Quant aux logements autorisés, ceux-ci affichent une hausse significative de + 14,4 % sur la même période, soit 463 400 logements autorisés à la fin du mois de février. Le marché de l'immobilier s'améliore encore avec 867 000 logements vendus à fin février 2017 (en cumul sur un an), soit une augmentation de + 8 %.

L'activité d'entretien-rénovation progresse également, de façon plus modérée, au premier trimestre 2017, avec une hausse de + 1 % en volume (par rapport au même trimestre l'année précédente). Elle profite, une fois de plus, du dynamisme des travaux de performance énergétique des logements qui affichent une hausse de + 2 %.

L'accroissement de l'activité est homogène entre les différents corps de métiers, elle est comprise entre + 1 % et + 2 %.

À l'échelon régional, bien que la majorité des territoires soient concernés par la hausse de l'activité, il subsiste des inégalités. Ainsi, la Bretagne, la Nouvelle Aquitaine et le Pays de la Loire se démarquent avec des croissances respectives de + 3 %, + 3 % et + 3,5 %. À l'opposé, la croissance stagne dans les Hauts-de-France, et diminue de - 0,5 % en Bourgogne-Franche-Comté.

Les carnets de commandes représentent 86 jours de travail au début du mois d'avril 2017, soit 10 jours de plus qu'un an auparavant.

Ce premier trimestre confirme la reprise d'activité constatée depuis le début de l'année 2016, les prévisions annoncées pour 2017 sont donc maintenues même si certaines incertitudes subsistent, comme les choix du futur gouvernement sur la politique du logement (exemple : le maintien des aides telles que CITE, PTZ, Pinel...) ou encore la hausse des taux d'intérêt déjà légèrement entamée en ce début d'année.

VOLUME D'ACTIVITÉ

Un premier trimestre qui confirme la reprise engagée depuis 2016

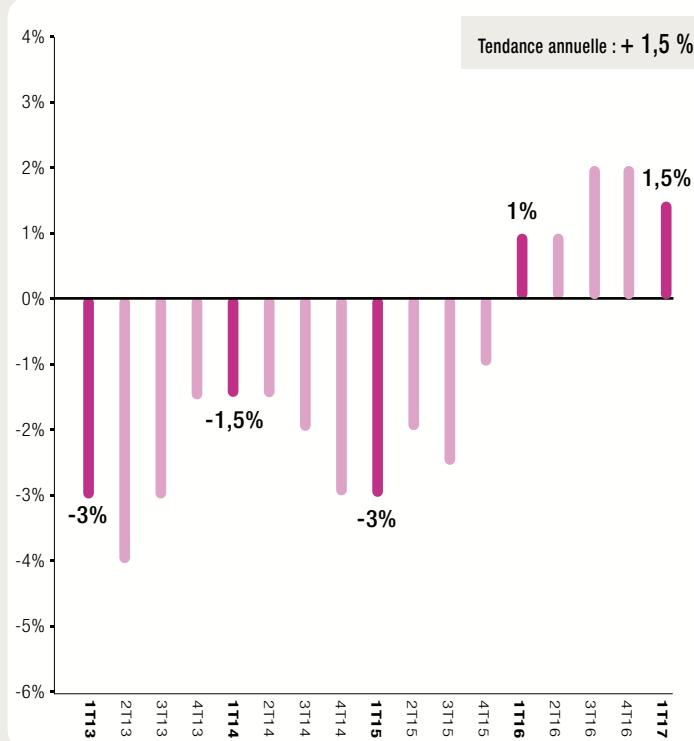
Le volume d'activité des artisans du bâtiment continue de progresser au 1^{er} trimestre 2017, avec une hausse de + 1,5 % (par rapport au même trimestre de l'année précédente). Cette progression de l'activité est principalement portée par l'augmentation du volume d'activité

enregistrée dans la construction neuve + 2,5 % au 1^{er} trimestre 2017 (par rapport au même trimestre en 2016, qui avait enregistré une hausse de + 1,5 %). L'activité d'entretien-rénovation enregistre quant à elle une progression moins prononcée de + 1 %

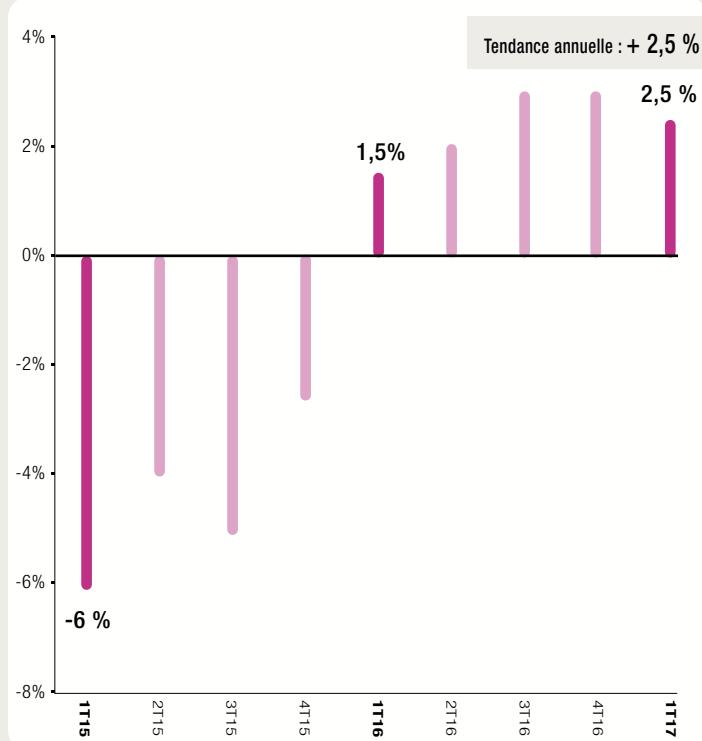
au 1^{er} trimestre 2017 (par rapport au 1^{er} trimestre 2016).

Ceci malgré le dynamisme du volume d'activité des travaux d'Amélioration de Performance Énergétique du Logement qui progresse de + 2 % sur la même période.

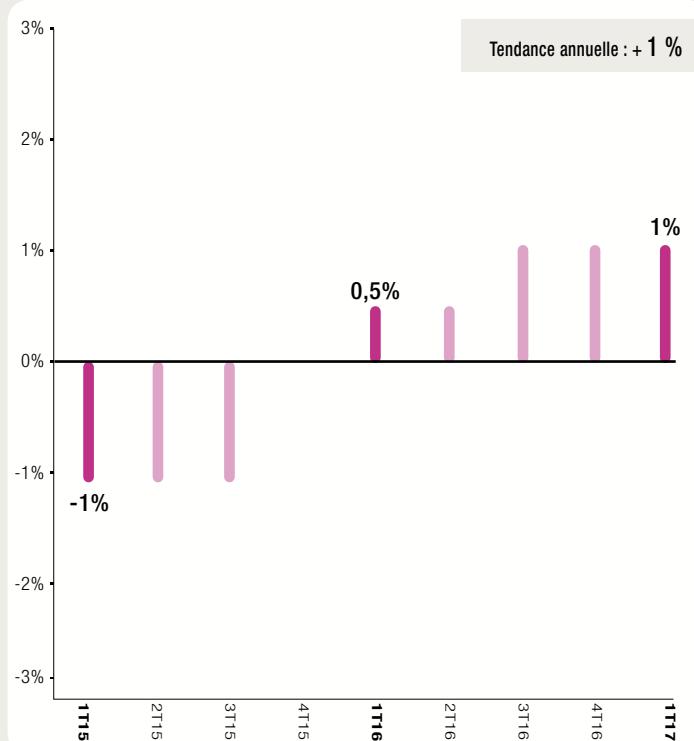
Activité globale



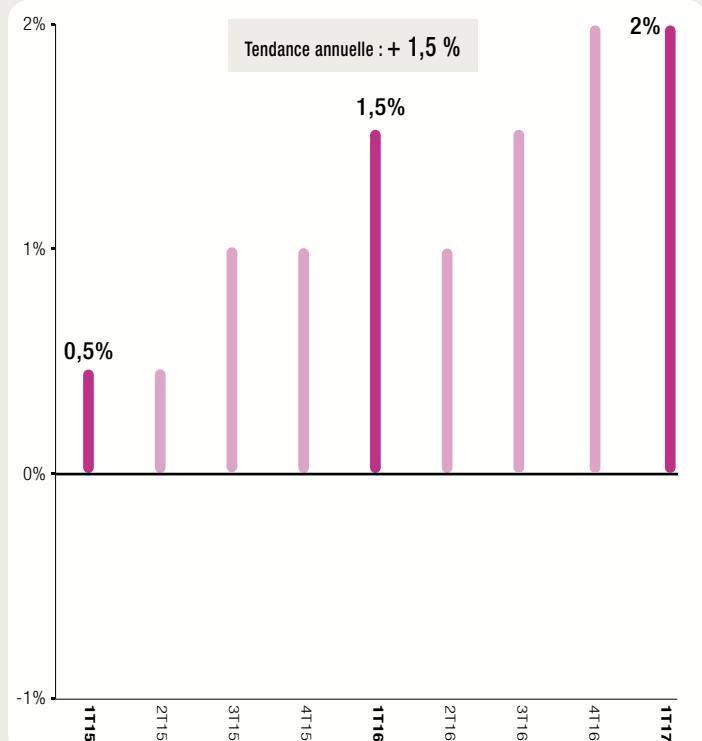
Construction neuve



Entretien-rénovation (y compris les travaux d'APEL)



Travaux d'Amélioration de Performance Énergétique du Logement (APEL)

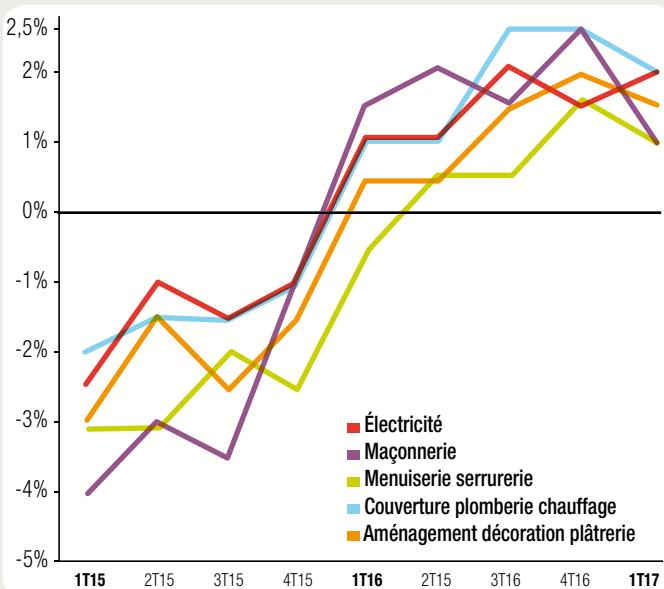


ACTIVITÉ

ACTIVITÉ PAR CORPS DE MÉTIERS

Une hausse d'activité plutôt homogène pour l'ensemble des corps de métiers

Au 1^{er} trimestre 2017, la progression du volume d'activité est comprise entre + 1 % et + 2 % pour l'ensemble des corps de métiers. La croissance s'accélère pour les métiers de l'électricité (+ 0,5 point par rapport au trimestre précédent). Pour les autres métiers, bien que la croissance soit positive par rapport au 1^{er} trimestre 2016, elle décélère par rapport au trimestre précédent, notamment pour la maçonnerie qui enregistre une croissance de 1 % (soit -1,5 point par rapport au trimestre précédent).

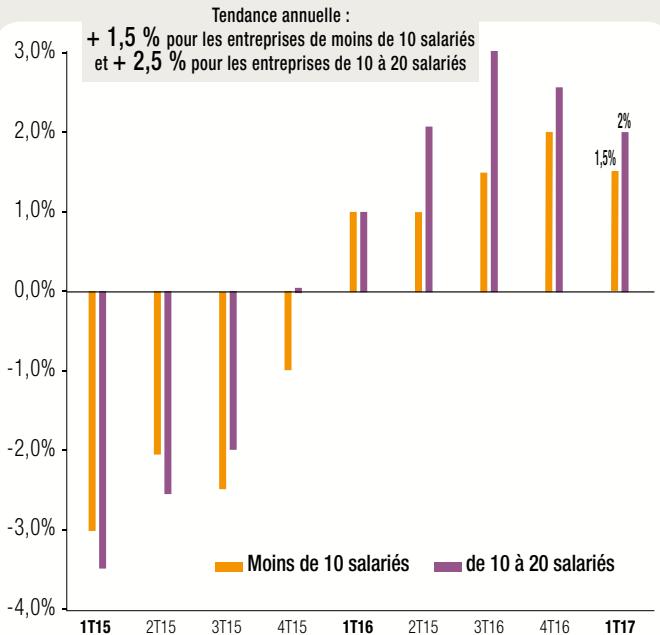


Source : CAPEB - I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

ACTIVITÉ PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Une hausse d'activité plus marquée pour les entreprises de 10 à 20 salariés

Au 1^{er} trimestre 2017, la croissance de l'activité est plus prononcée dans les entreprises de 10 à 20 salariés (+ 2 % par rapport au même trimestre l'année précédente) que pour les entreprises de moins de 10 salariés (+ 1,5 % sur la même période). La croissance est plus modérée qu'au 4^e trimestre 2016, elle recule de 0,5 point, quelle que soit la taille des entreprises.



Source : CAPEB - I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

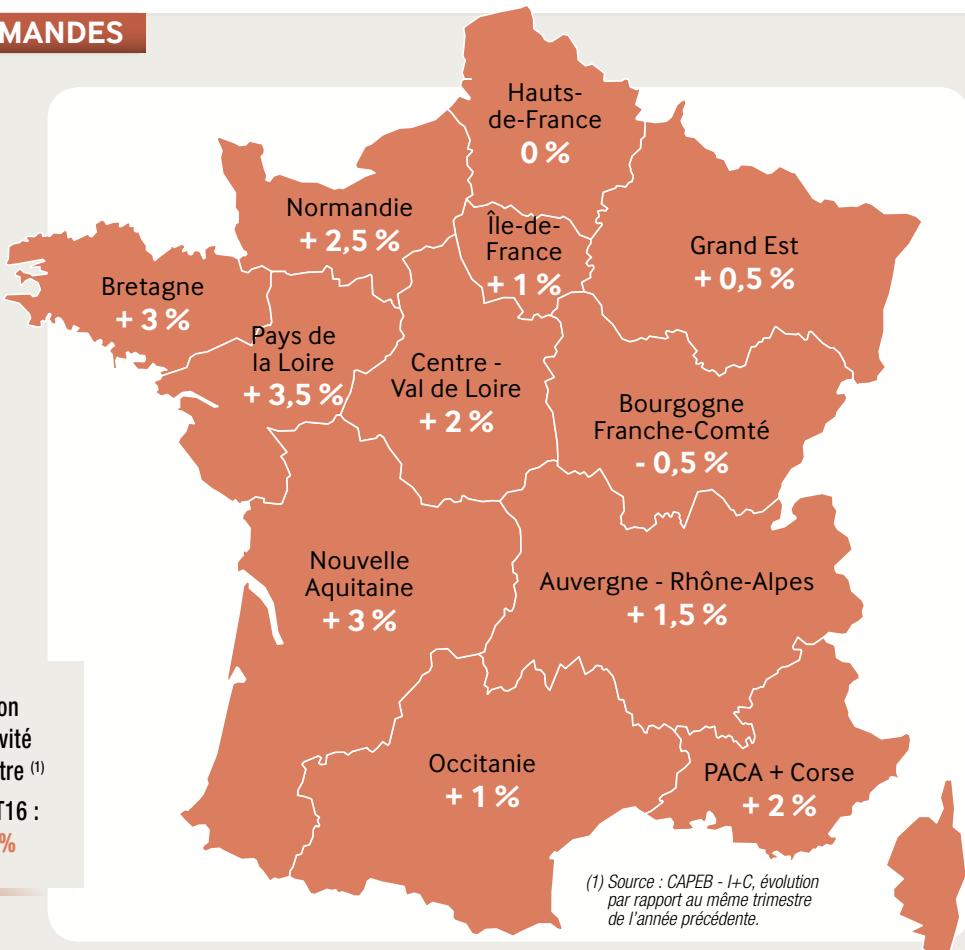
ACTIVITÉ PAR RÉGIONS ET COMMANDES

Activité réalisée au 1T2017

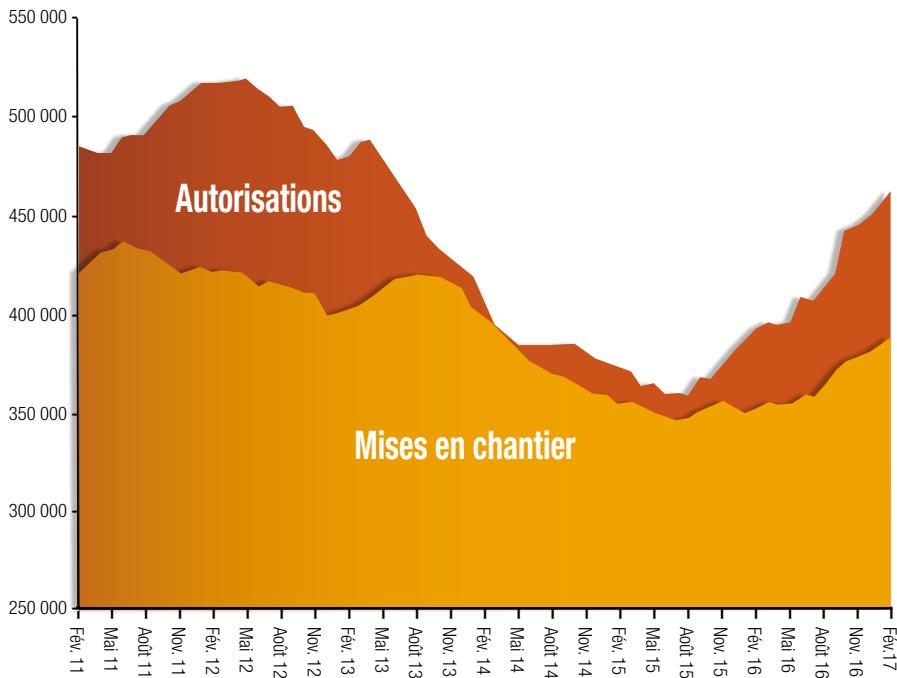
Au 1^{er} trimestre 2017, la hausse de l'activité globale cache des disparités au niveau régional. Seule la Nouvelle Aquitaine accélère son rythme de croissance par rapport au trimestre précédent de + 1 point. Tandis qu'il décélère pour l'Île-de-France (- 0,5 point), le Grand Est (- 1 point), l'Auvergne-Rhône-Alpes (- 1 point), les Hauts-de-France (- 2 points) et la Bourgogne-Franche-Comté (- 2 points).

L'activité est particulièrement dynamique en Bretagne, Nouvelle Aquitaine et Pays de la Loire qui enregistrent respectivement des progressions de + 3 %, + 3 % et + 3,5 % par rapport au 1^{er} trimestre 2016. Sur la même période, l'activité stagne dans les Hauts-de-France et diminue de - 0,5 % pour la Bourgogne-Franche-Comté.

Situation de l'activité du trimestre ⁽¹⁾
1T17 / 1T16 : + 1,5 %



NEUF : AUTORISATIONS ET MISES EN CHANTIER DE LOGEMENTS



Les mises en chantier

À la fin du mois de février 2017, le nombre de logements commencés s'établit à 387 000 (en cumul sur douze mois), soit une hausse de + 13 % par rapport à la même période de l'année précédente (de mars 2015 à février 2016). Cette hausse s'explique notamment par le dynamisme de la construction de logements collectifs, qui augmente de + 16,7 %.

En février 2017, le nombre de permis de construire de logements déposés sur douze mois cumulés s'établit à 463 400, soit une hausse significative de + 14,4 %, portée par les logements collectifs (+ 16,2 %) et les logements individuels purs (+ 15,9 %). Cette progression laisse présager des perspectives favorables pour la construction neuve pour la suite de l'année 2017.

Type de logements commencés

Cumul des 12 derniers mois

(résultats à la fin février 2017)

Variation

(mars 2016 à février 2017 / mars 2015 à février 2016)

Individuels purs	114 500	+ 10,9 %
Individuels groupés	38 400	+ 6,1 %
Collectifs	206 700	+ 16,7 %
Logements en résidence	27 400	+ 5,9 %
Total	387 000	+ 13,0 %

Source : MEEM (en date réelle estimée), estimation des chiffres à partir des données collectées, complétée par des travaux de modélisation et des enquêtes annuelles

Type de logements autorisés

Cumul des 12 derniers mois

(résultats à la fin février 2017)

Variation

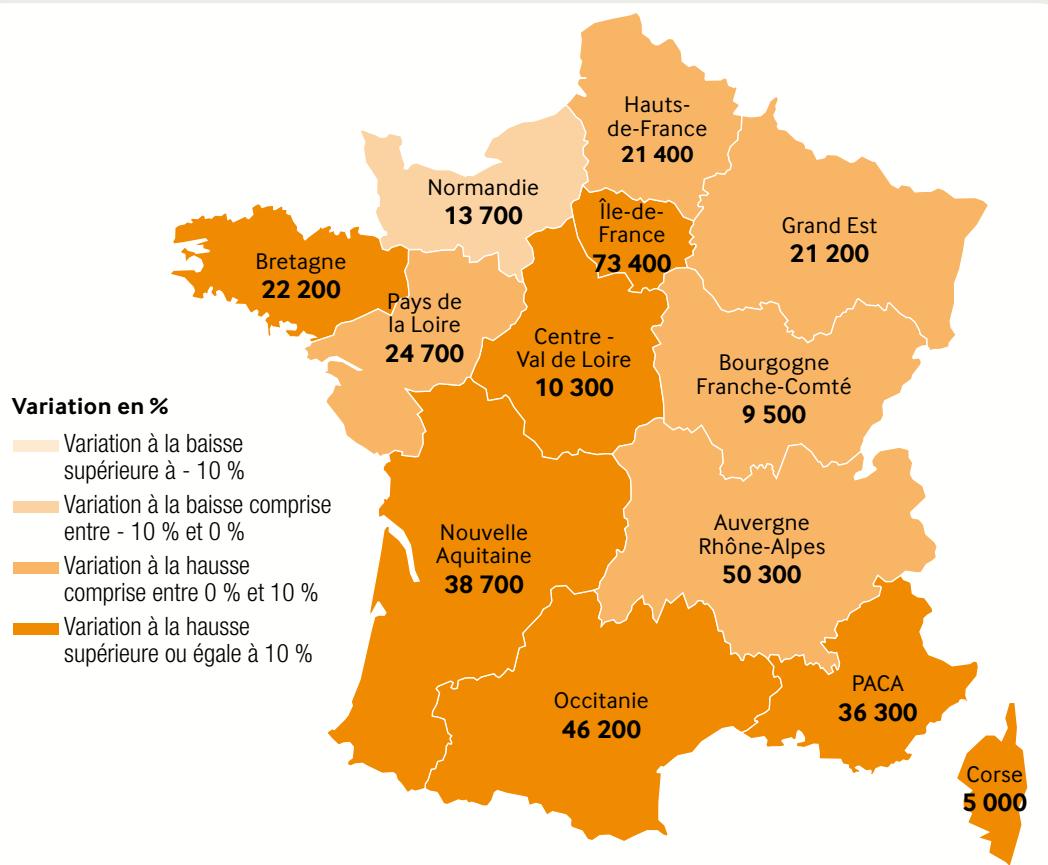
(mars 2016 à février 2017 / mars 2015 à février 2016)

Individuels purs	135 100	+ 15,9 %
Individuels groupés	50 900	+ 8,9 %
Collectifs	243 200	+ 16,2 %
Logements en résidence	34 200	+ 4,9 %
Total	463 400	+ 14,4 %

Source : MEEM (en date réelle estimée), estimation des chiffres à partir des données collectées, complétée par des travaux de modélisation et des enquêtes annuelles

CONSTRUCTION DE LOGEMENTS PAR RÉGION

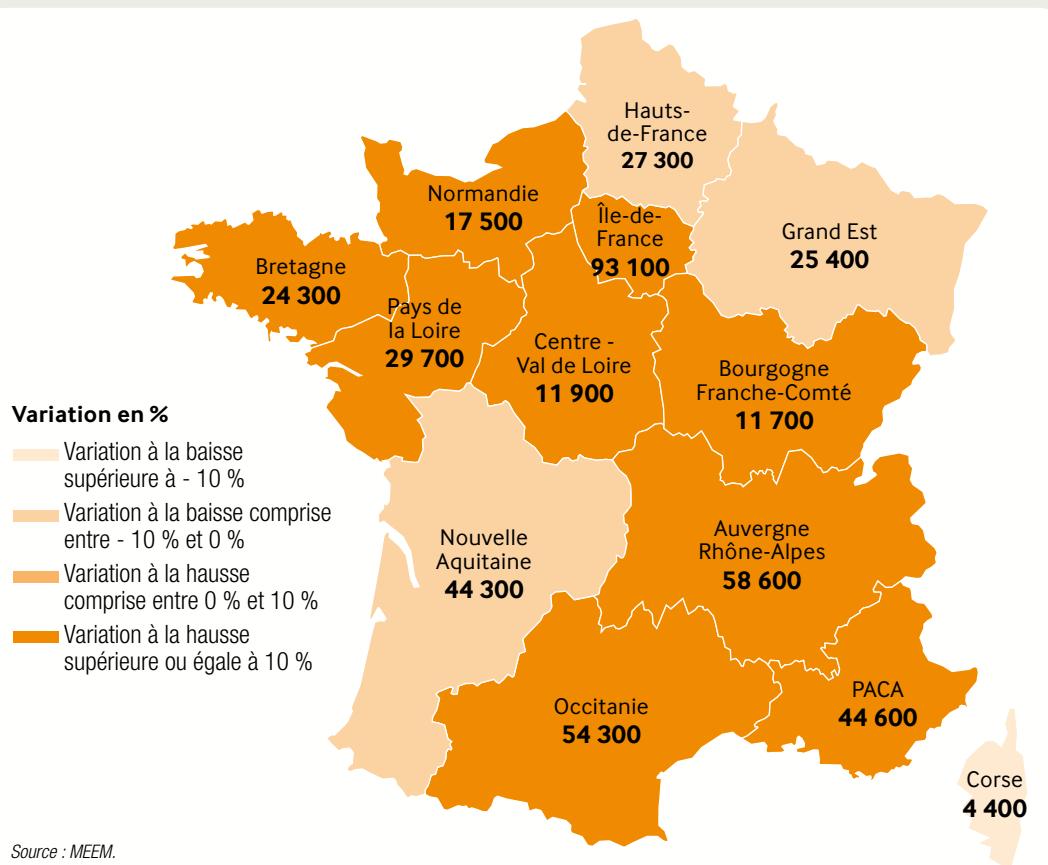
LOGEMENTS COMMENCÉS (MARS 2016 À FÉVRIER 2017)



Au niveau national, le nombre de logements mis en chantier, cumulés sur douze mois (de mars 2016 à février 2017), a progressé de + 13 % (par rapport à la même période l'année précédente), soit 387 000 logements commencés. Les mises en chantiers ont progressées pour plus de 90 % des régions, dont 7 régions sur 12 enregistrant une hausse supérieure à 10 % (Bretagne, Centre-Val de Loire, Corse, Île-de-France, Nouvelle Aquitaine, Occitanie et Provence-Alpes-Côte d'Azur). Seule la Normandie enregistre une baisse comprise entre -10 % et 0 % de ses mises en chantier de logements.

Grille de lecture : dans la région Grand-Est le nombre de logements mis en chantier cumulés sur une période d'un an, allant de mars 2016 à février 2017, a enregistré une hausse comprise entre 0 et 10 % par rapport à la même période un an auparavant (mars 2015 à février 2016). Ainsi à la fin février 2017, le cumul sur un an de logements mis en chantier s'établissait à 21 200.

LOGEMENTS AUTORISÉS (MARS 2016 À FÉVRIER 2017)



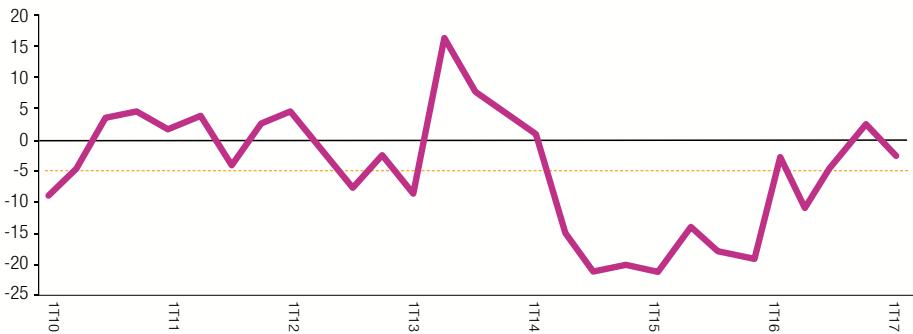
Au niveau national, les permis de construire affichent une progression significative de + 14,4 % au cours des 12 derniers mois (de mars 2016 à février 2017 par rapport à la même période de l'année précédente), soit 436 400 autorisations. Le nombre de permis a progressé dans plus de 90 % des régions, et pour 10 d'entre elles cette hausse est élevée puisqu'elle est supérieure à 10 % (Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté, Bretagne, Centre-Val de Loire, Hauts-de-France, Île-de-France, Normandie, Occitanie, Pays de la Loire et Provence-Alpes-Côte d'Azur). Seule la Corse enregistre une forte chute de ses permis inférieure à -10 %.

Grille de lecture : dans la région Grand Est, le nombre de permis de construire cumulés sur une période d'un an, allant de mars 2016 à février 2017, a enregistré une hausse comprise entre 0 et 10 % par rapport à la même période un an auparavant (mars 2015 à février 2016). Ainsi à la fin février 2017, le cumul sur un an de permis de construire s'établissait à 25 400.

COLLECTIVITÉS LOCALES

Un solde d'opinions en baisse

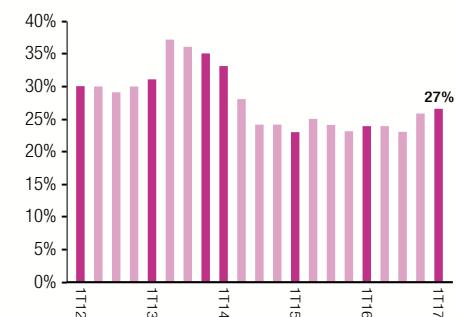
14 % des entreprises enregistrent une baisse de leur chiffre d'affaires réalisé pour le compte des collectivités locales tandis que 12 % constatent une hausse, soit un solde d'opinion négatif de - 2 points, qui reste cependant au-dessus de la moyenne de long terme (- 4,6 points).



Source : CAPEB / I+C, évolution de l'activité par rapport au trimestre précédent (en rose : solde d'opinions / en pointillé : moyenne).

27 % des entreprises travaillent pour les collectivités territoriales

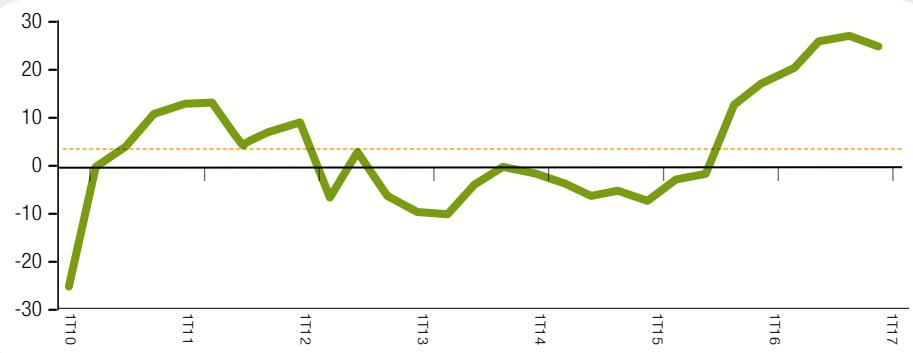
Le nombre d'entreprises travaillant pour le compte des collectivités locales est en légère hausse au 1^{er} trimestre 2017 : 27 % (contre 24 % au même trimestre l'année précédente), un niveau non-atteint depuis le 2^e trimestre 2014.



SOUS-TRAITANCE

Un solde d'opinions positif mais en légère baisse

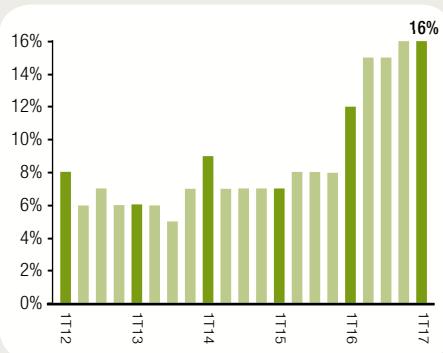
Seules 5 % des entreprises notent une baisse de leur activité réalisée en sous-traitance tandis que 30 % constatent une progression. L'activité en sous-traitance est ainsi très supérieure à la moyenne observée sur les sept dernières années (25 points contre 3,2 points), bien qu'elle diminue légèrement par rapport au trimestre précédent (27 points).



Source : CAPEB / I+C, évolution de l'activité par rapport au trimestre précédent (en vert : solde d'opinions / en pointillé : moyenne).

16 % des entreprises en sous-traitance

La part d'entreprises réalisant des travaux en sous-traitance se stabilise à 16 %, soit 4 points de plus qu'au même trimestre l'année précédente (12 %).



ANCIEN : VENTES DE LOGEMENTS

Nombre de ventes de logements anciens cumulés sur les douze derniers mois (en milliers)



Source : CGEDD d'après DGFiP (MEDOC) et bases notariales.

867 000 logements anciens vendus en février 2017

En février 2017, 867 000 ventes de logements anciens sont comptabilisées (en cumul sur 12 mois), soit une hausse significative de 8 % sur un an. Il s'agit du plus haut niveau jamais constaté depuis l'origine de la série statistique en 2001.

COMMANDES

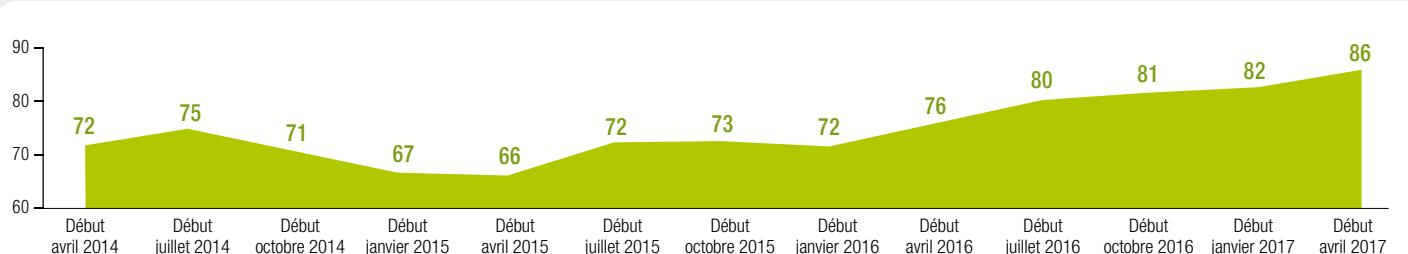
CARNETS DE COMMANDES

Le nombre de jours des carnets de commandes continue de progresser

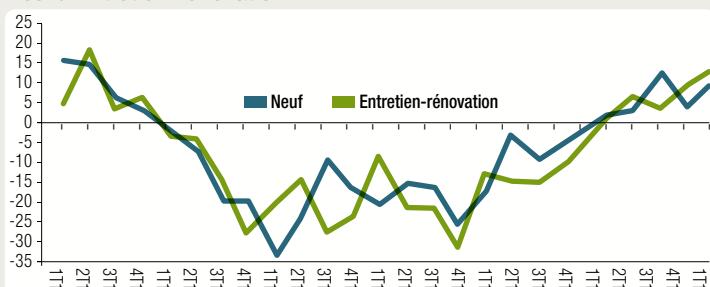
Les carnets de commandes représentent 86 jours de travail au 1^{er} trimestre 2017 (soit 10 jours de plus qu'un an auparavant).

Le renouvellement des carnets de commandes augmente pour l'ensemble des entreprises quels que soient leur activité et leur effectif salarié (moins de 10 et de 10 à 20 salariés) et laisse présager la poursuite du regain d'activité au prochain trimestre.

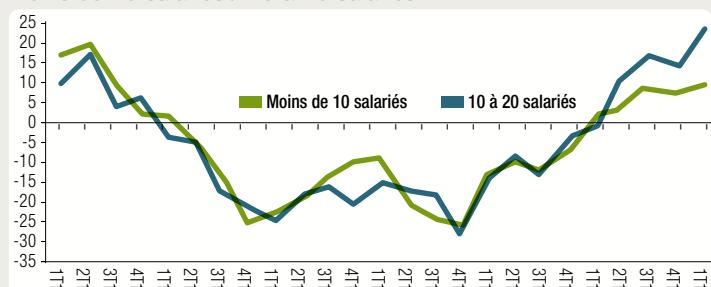
Évolution des carnets de commandes en nombre de jours



Neuf / Entretien-rénovation

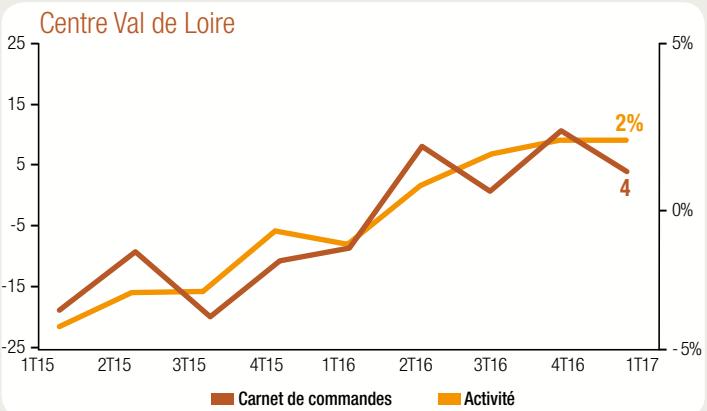
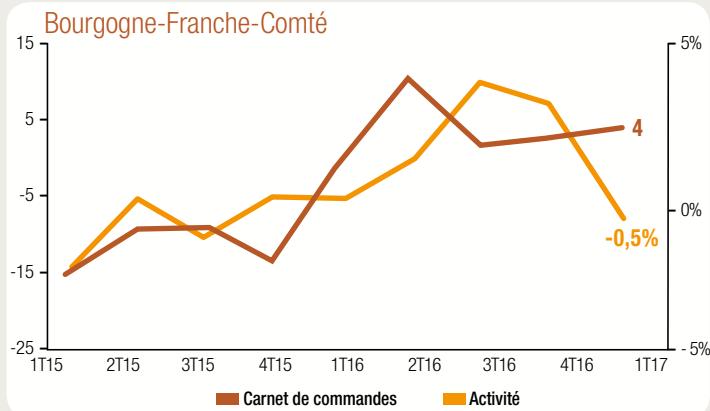
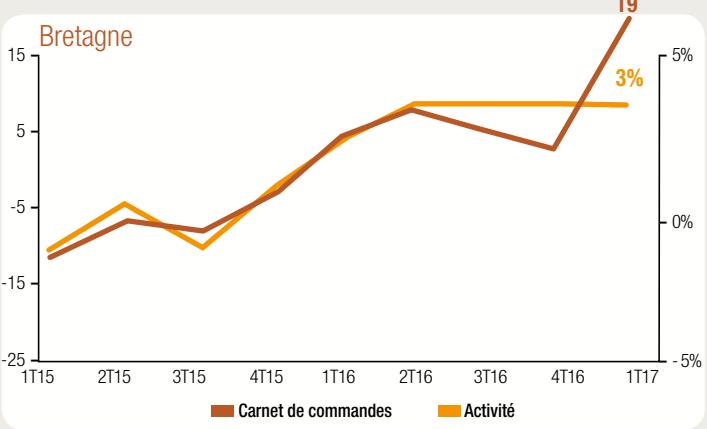
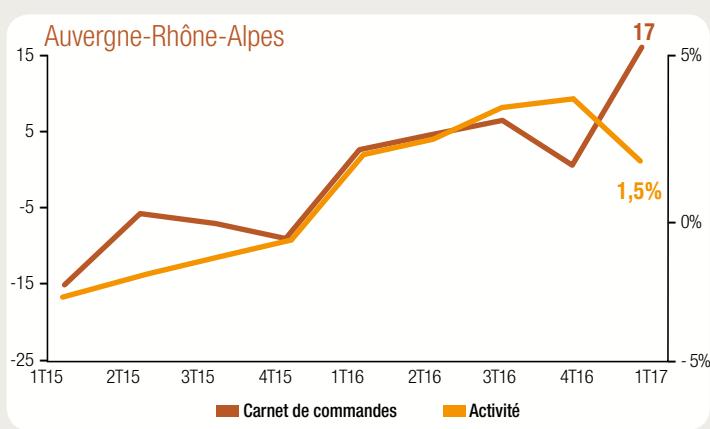


Moins de 10 salariés / 10 à 20 salariés

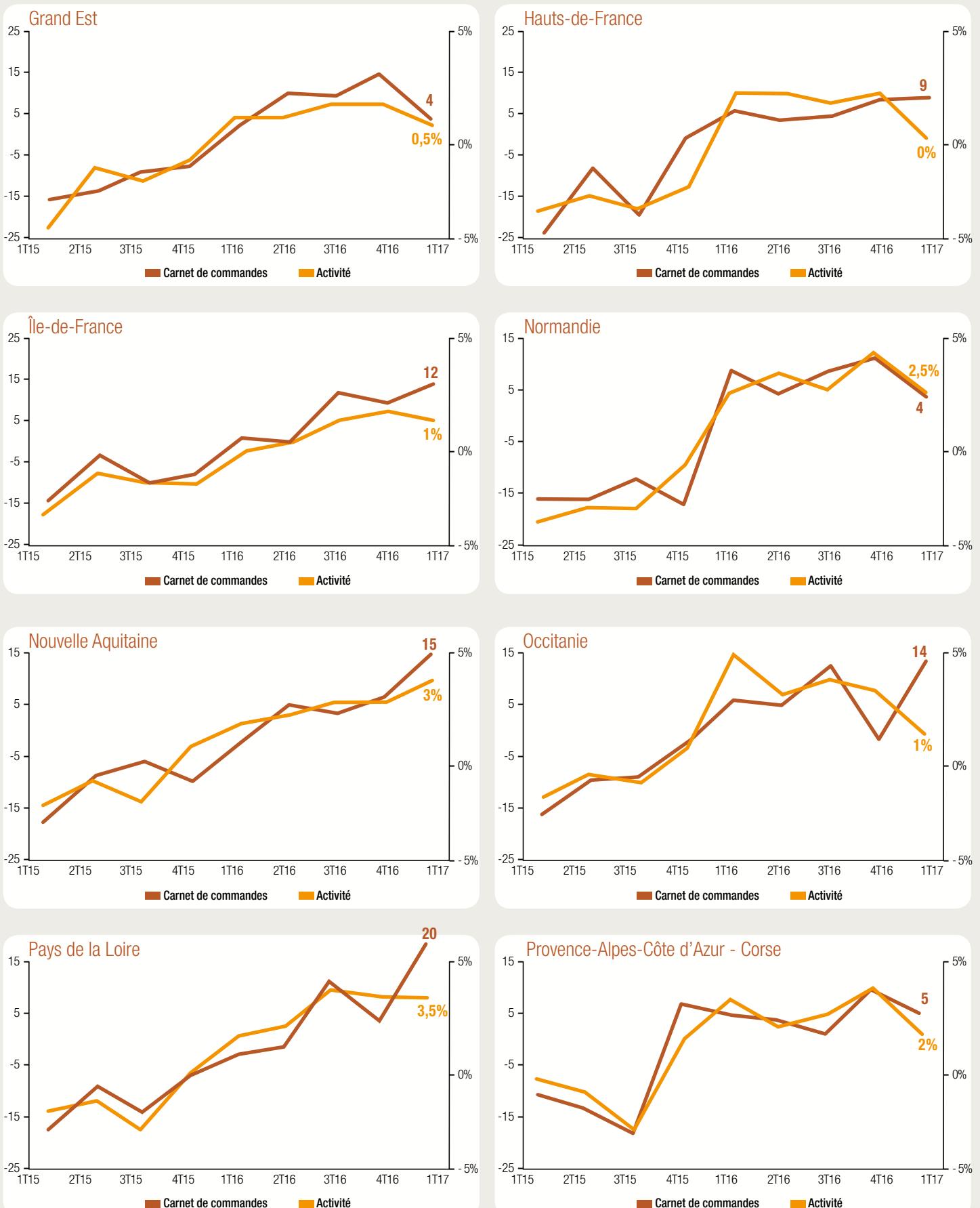


Source : CAPEB - I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent.

CARNETS DE COMMANDES ET ACTIVITÉ PAR RÉGIONS



CARNETS DE COMMANDES ET ACTIVITÉ PAR RÉGIONS



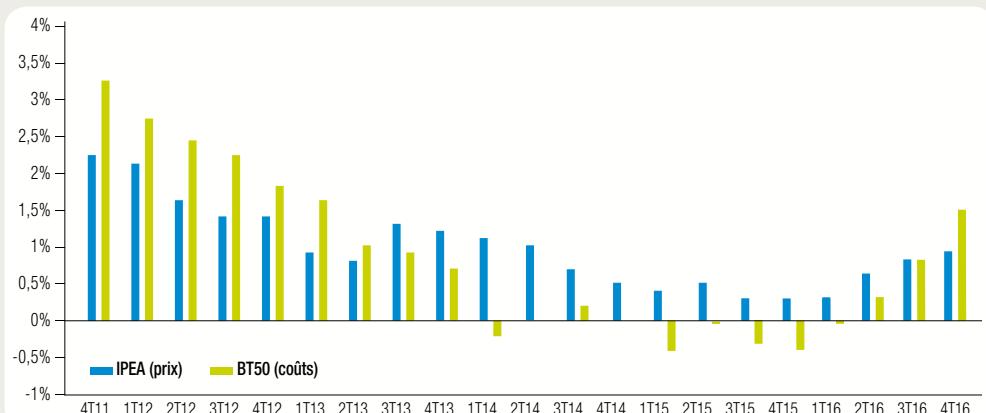
PRIX ET COÛTS

ENTRETIEN-AMÉLIORATION DU LOGEMENT : COÛT ET PRIX DES TRAVAUX

Des prix qui augmentent moins rapidement que les coûts

Au 4^e trimestre 2016, les prix augmentent de + 0,9 % (par rapport au même trimestre l'année précédente), en parallèle, les coûts augmentent de + 1,5 % sur la même période. L'augmentation globale des prix est présente sur tous les types de travaux, mais elle est essentiellement due à la hausse constatée des prix des travaux de menuiserie métallique et serrurerie (+ 3,0 %), de plâtrerie (+1,7 %) et d'électricité (+1,6 %).

Évolution comparée des prix et des coûts



Source : MEEM ET INSEE, évolution par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Évolution des prix par corps de métiers (4T2016/ 4T2015)

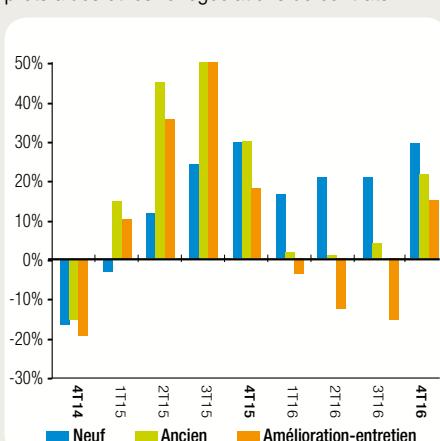
Maçonnerie Béton Armé Carrelage	+ 0,3 %
Peinture Revêtement mural et de sol souple	+ 1,0 %
Menuiseries Bois PVC	+ 0,7 %
Génie climatique	+ 0,1 %
Plomberie sanitaire	+ 1,5 %
Couverture zinguerie	+ 1,0 %
Électricité	+ 1,6 %
Menuiserie métallique Serrurerie	+ 3,0 %
Plâtrerie	+ 1,7 %

Source : MEEM ET INSEE.

CRÉDITS À L'HABITAT ET TAUX D'ÉPARGNE DES MÉNAGES

Le montant global des crédits en forte hausse : + 24,7 %

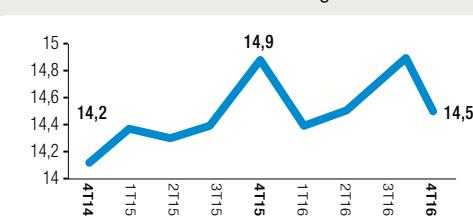
Les montants de crédits accordés pour l'achat d'un logement neuf continuent de progresser : + 29,7 % au 4^e trimestre 2016 (par rapport au même trimestre de l'année précédente). Les montants accordés pour l'acquisition de logements anciens progressent de + 23,6 %. Quant aux crédits destinés aux travaux d'entretien-amélioration, ils augmentent également ce trimestre, plus modérément, + 15,2 % par rapport au même trimestre de l'année précédente. Ces chiffres sont toutefois à prendre avec précaution car le montant des crédits à l'habitat inclut les prêts aidés et les renégociations de contrats.



Source : Banque de France.

Évolution du taux d'épargne des ménages

Au 4^e trimestre 2016, le taux d'épargne repart à la baisse, s'établissant à 14,5 % (soit 0,4 point de moins par rapport au trimestre précédent), cela s'explique notamment par une détérioration du pouvoir d'achat accompagnée d'une légère hausse de la consommation des ménages en fin d'année.



Source : INSEE. Le taux d'épargne est le rapport entre l'épargne des ménages et le revenu disponible brut.

MÉMO

Indice des prix à la consommation

Valeur en mars 2017	Évolution annuelle (M/M-12)
101,14	+ 1,1 %

Indice du coût de la construction

Valeur au 4T16	Évolution annuelle (T/T-4)
1 645	+ 0,98 %

Indice de référence des loyers

Valeur au 1T17	Évolution annuelle (T/T-4)
125,90	+ 0,51 %

Source : INSEE, indice base 100 au 4^e trimestre 1998.

INDEX BT50

Valeur en décembre 2016	Évolution annuelle (T/T-4)
107,7	1,5 %

Source : MEEM, publication au JO du 21/03/2017, base 100 en 2010.

COURS DES MÉTAUX

Aluminium	
En dollars/tonne en février 2017	Évolution annuelle (M/M-12)

1 856,1 + 20,9 %

Cuivre	
En dollars/tonne en février 2017	Évolution annuelle (M/M-12)

5 935,0 + 26,2 %

Zinc	
En dollars/tonne en février 2017	Évolution annuelle (M/M-12)

2 847,7 + 66,5 %

PRIX DE VENTE DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION*

Produits céramiques et matériaux de construction

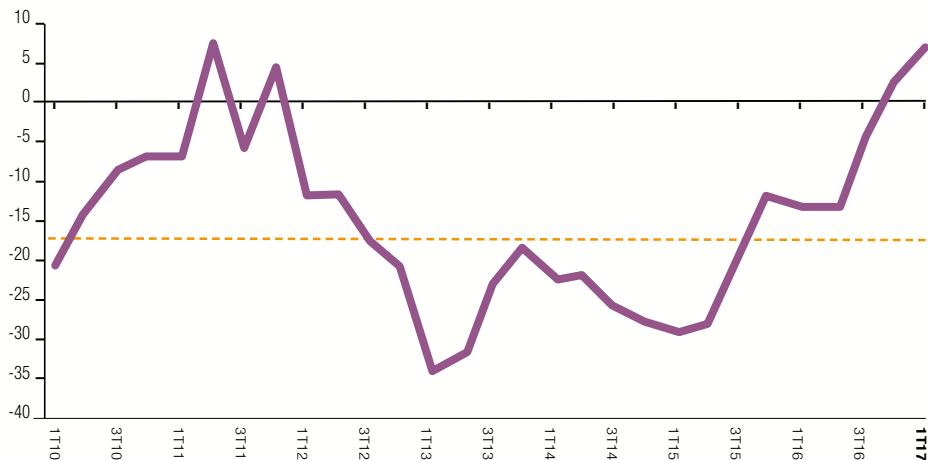
Valeur en février 2017	Évolution annuelle (M/M-12)
100,3	- 0,3 %

Béton prêt à l'emploi	
94,8	- 0,2 %

Produits sidérurgiques de base et ferroalliages	
101,8	+ 15,2 %

Source : INSEE, indice base 100 en 2010.
* Valeurs provisoires.

BESOINS DE TRÉSORERIE

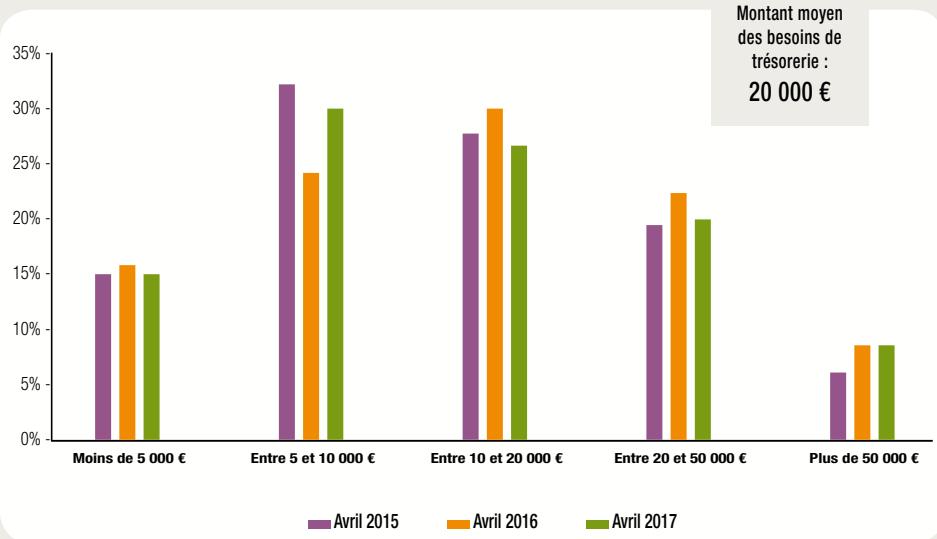


Source : CAPEB - I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent (en violet : solde d'opinions / en pointillé : moyenne).

Une trésorerie qui s'améliore fortement

Pour la deuxième fois consécutive, le solde d'opinions concernant la trésorerie est positif et s'établit à + 7 points (contre - 15 points pour la moyenne de long terme) avec 13 % des entreprises déclarant une détérioration de leur trésorerie et 20 % une amélioration.

RÉPARTITION DES BESOINS DE TRÉSORERIE



Source : CAPEB - I+C.

Des besoins de trésorerie qui augmentent

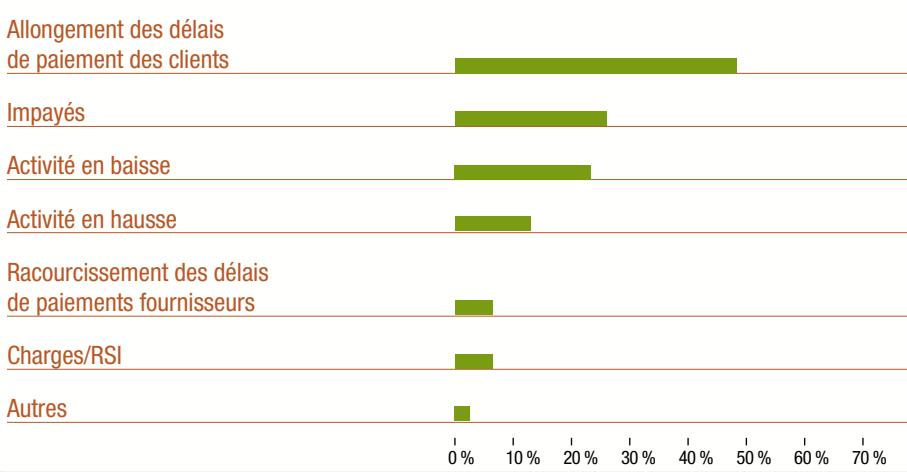
Au 1^{er} trimestre 2017, 28 % des entreprises font état de besoins de trésorerie (contre 45 % au même trimestre de l'année précédente), dont 55 % d'entre elles déclarent un besoin supérieur à 10 000 €.

En revanche, en avril 2017, le montant moyen des besoins de trésorerie de ces entreprises augmente de façon significative et atteint 20 000 €.

Au premier trimestre 2017, 20 % des entreprises déclarent une baisse des marges, contre 8 % une hausse, soit un solde d'opinions négatif de -12 points.

ORIGINE DES DIFFICULTÉS DE TRÉSORERIE

Plusieurs réponses sont possibles



Source : CAPEB - I+C.

Pour 48 % des entreprises, les difficultés de trésorerie viennent de l'allongement des délais de paiement des clients. Pour près d'un quart, cela vient des impayés (25 %) et de la baisse de l'activité (23 %). 12 % des entreprises constatent des difficultés de trésorerie dû à une hausse de l'activité. Pour 8 % des entreprises, cela vient du raccourcissement des délais de paiement des fournisseurs ou des charges.

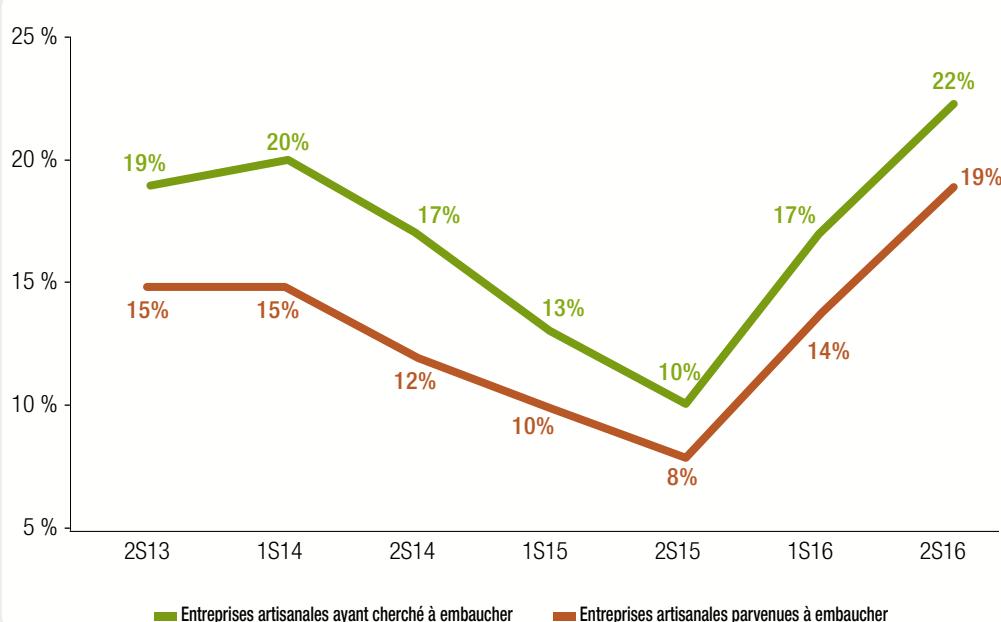
Début avril 2017, le délai de paiement moyen des clients est de 21 jours (soit le même niveau qu'un au auparavant). Celui-ci augmente avec la taille de l'entreprise allant de 19 jours pour les entreprises sans salarié, à 30 jours pour les entreprises de 10 à 19 salariés.

EMPLOI ET DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES

La note de Conjoncture de la CAPEB

LES EMBAUCHES DANS L'ARTISANAT DU BÂTIMENT

Recrutements réalisés



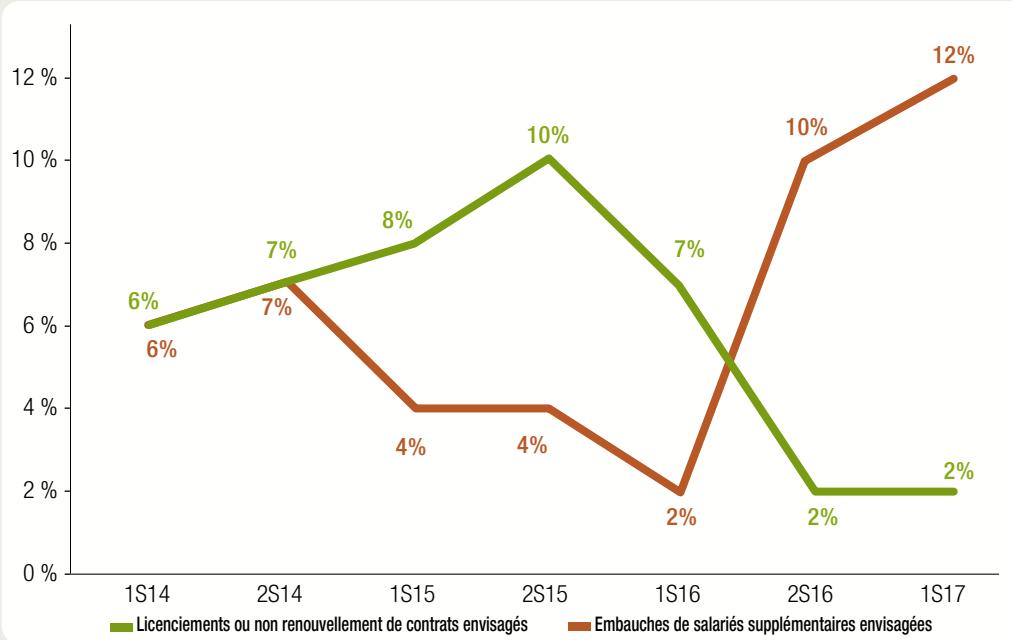
Source : CAPEB – I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au semestre précédent.

22 % des entreprises artisanales ont cherché à embaucher au cours du 2nd semestre 2016.

Près de 3 % d'entre elles (hors entreprises artisanales de 0 salarié) ne sont pas parvenues à satisfaire leurs besoins de main-d'œuvre (comme au second semestre 2015).

LES INTENTIONS D'EMBAUCHES DANS L'ARTISANAT DU BÂTIMENT

Emissions et licenciements



Source : CAPEB – I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au semestre précédent.

En janvier 2017, pour la seconde fois depuis 2 ans, le nombre d'entreprises envisageant de licencier ou de ne pas renouveler des contrats est inférieur au nombre d'entreprises souhaitant embaucher.

88 % des entreprises prévoient de maintenir l'emploi à son niveau actuel au premier semestre 2017 (comme au second semestre 2016).

12 % des entreprises pensent embaucher des salariés supplémentaires (contre 7 % un an auparavant). Ces intentions d'embauche concernent aussi bien des remplacements (départ en retraite, CDD...) qu'un surcroît d'activité.

Seulement 2 % des chefs d'entreprise envisagent de licencier ou de ne pas renouveler les contrats au premier semestre 2017 (comme au second semestre 2016), c'est ainsi que 55 % d'entre eux ne renouvellent pas les contrats et 45 % licencient (contre 55 % au second semestre 2016).

Créations : - 5,5 %

Au 4^e trimestre 2016, 14 586 créations (y compris auto-entrepreneurs) ont été enregistrées dans le BTP (- 5,5 % par rapport au même trimestre de l'année précédente)

Source : INSEE.

Défaillances : - 17,4 %

Au 4^e trimestre 2016, 3 036 défaillances d'entreprises ont été enregistrées le bâtiment (- 17,4 % par rapport au même trimestre de l'année précédente)

Source : Banque de France.

EMPLOI DANS LE BTP

Emploi salarié

L'emploi salarié du BTP s'établit à 1 305 900 au 4^e trimestre 2016, soit une baisse de l'emploi de - 0,8 % sur un an, alors qu'il augmente de + 1,2 % sur la même période pour l'ensemble des secteurs.

Emploi intérimaire

Au 4^e trimestre 2016, le secteur de la construction totalise 110 676 emplois intérimaires (emplois équivalents temps plein) contre 97 769 au même trimestre de l'année précédente. L'intérim est donc en hausse (+ 13 %) par rapport au même trimestre de l'année précédente. Le taux de recours à l'intérim (poids de l'emploi intérimaire dans l'emploi salarié total) s'établit à 7,8 %.

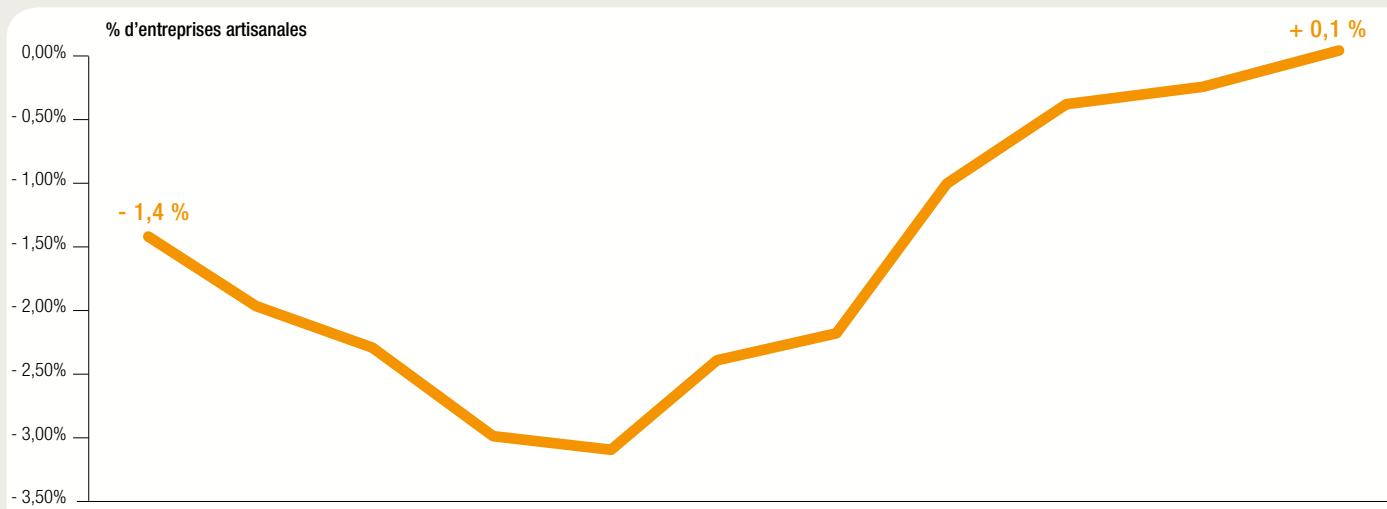


EMPLOI SALARIÉ DANS LES ENTREPRISES DU BTP DE MOINS DE 20 SALARIÉS

Évolution de l'emploi salarié dans les entreprises de moins de 20 salariés du BTP

Au 4^e trimestre 2016, l'emploi salarié dans les entreprises du BTP de moins de 20 salariés augmente de + 0,1 % (par rapport au même trimestre l'année précédente), après plus de deux ans de baisses consécutives.

L'emploi salarié dans les entreprises du BTP de moins de 20 salariés s'établit à 688 370 au 4^e trimestre 2016 (contre 687 772 au 4^e trimestre 2015).



Méthodologie : Les données relatives à l'activité de la note de conjoncture trimestrielle CAPEB/I+C résultent d'une enquête réalisée en mars 2017 auprès d'un panel de 1 700 entreprises artisanales du bâtiment réparties par corps de métiers, par région et par effectif salarié.

Crédit photo : iStockPhoto © 2017



CONFÉDÉRATION DE L'ARTISANAT ET DES PETITES ENTREPRISES DU BÂTIMENT
2, rue Béranger - 75140 Paris Cedex 03 - Tél. : 01 53 60 50 00
e-mail : capeb@capeb.fr

Pour toute information,
utilisez votre espace réservé sur
www.capeb.fr